

( 181 )

A. 86

---

JOURNAL DE LA VILLE,  
PAR JEAN-PIERRE-LOUIS  
DE LUCHET.

---



Nº. 25.

*Du 23 Août 1789.*

*A S S E M B L É E*  
*Des Représentans du Peuple François.*

Séances du 21 Août.

**M.** Salomon, Membre du Comité de Rapports, fit la réclamation suivante au nom de MM. de Bournafel & Moncal de Baufon, Députés de Villefranche en Rouergue. Ces deux Membres ayant été chercher de nouveaux pouvoirs, prièrent le Juge, d'après le Règlement envoyé par le Garde des Sceaux, de convoquer la Noblesse du Bailliage; mais celui ci ne trouvant pas leur réquisition légale, ne fit la convocation qu'après bien des instances & plus d'un mois après. Les Députés se plaignent de ce délai & demandent acte des diligences qu'ils ont faites pour obtenir leurs nouveaux pouvoirs: après plusieurs discussions on le leur accorda.

M. Salomon présenta alors à l'Assemblée les plaintes de quatre particuliers de Mariembourg.

B B





Cette Ville, mécontente de sa Municipalité, s'assembla, avec la permission du Commandant, dans le plus grand ordre, & élut de nouveaux Officiers Municipaux. M. le Comte d'Estéraf, Gouverneur de la Province, se rendit aussi tôt sur le lieu & fit enlever pendant la nuit les quatre Bourgeois dont il s'agit. Un Député de la Province ajouta qu'ils étoient actuellement entre les mains d'une Justice Prévotale : cet acte du despotisme militaire excita la plus profonde indignation dans l'Assemblée. Son premier mouvement fut la condamnation du Gouverneur; mais on s'aperçut du danger de porter un jugement définitif : on arrêta donc que le Comité des douze feroit toutes les informations nécessaires, & qu'on requiereroit le pouvoir exécutif d'ordonner sur le champ un sursis à la procédure.

M. Dupont représenta à l'Assemblée combien on négligeoit de suivre ses arrêtés du 17 Juin & du 10 Août; mais il étoit déjà fort tard & comme l'Assemblée étoit trop peu nombreuse, remit à un autre tems la délibération de cette motion.

On a mis en discussion les articles 14 & 15 du projet de déclaration. D'après l'avis de MM. Target & Duport, & après plusieurs amendemens, on arrêta à la place de ces articles les trois suivans :

1°. Nul homme ne peut être accusé, arrêté ni détenu que dans le cas déterminé par la Loi, selon les formes qu'elle a prescrites.

2°. La Loi ne peut établir de peine strictement que celle qui seroit nécessaire, & nul ne peut être puni qu'en vertu d'une Loi établie & promulguée antérieurement au délit, & légalement



appliquée. Ceux qui sollicitent, expédient, exécutent & font exécuter des ordres arbitraires seront punis ; mais tout Citoyen appelle ou faisi en vertu de la Loi, doit obéir ; il se rend coupable par sa rébellion.

3°. Tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il soit déclaré coupable, s'il est jugé indispensable de l'arrêter, toute rigueur qui ne serait pas nécessaire, pour s'assurer de sa personne, doit être sévèrement punie par la Loi.

M. de Mirabeau demanda qu'on ne parlât pas du culte avant la Constitution.

On décida que la discussion seroit remise au lendemain. On fit alors la lecture d'une lettre de M. le Directeur Général des finances, par laquelle il annonce qu'il viendra mercredi rendre compte de l'état de l'imprunt, & qu'en attendant on suspende toute délibération sur cet objet. M. de Mirabeau dit qu'une lettre ministérielle ne devoit point changer la délibération de l'Assemblée.

On renvoya la décision de cet objet à la séance du soir.

#### D I S T R I C T S.

L'Assemblée du District des Cordeliers a choisi pour Capitaine de la Compagnie soldée M. le Doux. Le zèle & l'activité qu'il a montré depuis le commencement de la révolution, lui ont mérité les suffrages de ses Concitoyens.

MONSIEUR, frere du Roi, a donné un drapeau au District des Carmes-Deschaussés & des secours aux pauvres. Le District a envoyé des Députés, qui ont eu l'honneur de faire des re-



mercimens à ce Prince. Il les a reçu avec bonté, & a déclaré lui-même *qu'il avoit toujours ambitionné le titre de Citoyen, que tout ce qu'il avoit fait jusqu'à ce jour étoit en vue de le mériter, & que tout ce qu'il feroit feroit pour atteindre à ce but.*

La Municipalité va s'occuper incessamment d'une distribution des Districts plus régulière & mieux répartie. Il paroît que les Districts accorderont à la Ville, à ce sujet, les pouvoirs nécessaires.

Le District Saint Gervais a arrêté que la troupe soldée porteroit une marque distinctive.

Tous les Citoyens peuvent-ils indifféremment être admis à concourir pour les emplois d'Officier ? Tel est la motion qui a été faite au District Saint André-des Arcs. Il a été décidé formellement, & presque à l'unanimité, que les Citoyens seuls qui auroient été au service, seroient admissibles. Cependant, par une singularité qu'il est difficile d'expliquer, M. Sainte-Palaye, qui est clairement dans le cas de l'exclusion, a été nommé Officier à une très-grande majorité. Cette nomination a causé dans le District les plus vives réclamations ; enfin après de violens débats, on a résolu de s'en rapporter à la décision de la Ville, qui a annullé l'arrêté & confirmé l'élection.

#### V A R I É T É S.

Le premier Acte étoit déjà joué à l'Opéra, lorsqu'on a annoncé & que l'on a fait affeoir dans



les premières loges les Députés de la Ville de Provins, qui, au nombre de plus de quarante, ont accompagné jusqu'ici une grande quantité de farine venant de cette Ville. Ils ont été fort applaudis, selon toute justice, & on a recommencé en leur faveur.

Il y a une espèce d'injustice à ne pas même honorer d'un regard les projets que présentent, sans vues intéressées, des Citoyens tourmentés du besoin d'être utiles, & nous mettons au rang de nos devoirs d'annoncer tous les plans qu'on nous adresse. M. *Mitté* en publie un qui a pour objet les travaux publics pour occuper séparément les Pauvres & les mauvais Sujets, & mérite la plus grande attention. Il en coûtoit seize cens mille livres pour les Maisons de force & les Dépôts de mendicité. Si les choses étoient bien ordonnées, les travaux devroient plus que suffire à l'entretien des Vagabonds, Forçats, Déserteurs, &c. &c. sans que l'Etat fût obligé de dépenser la plus petite somme.

Quelques personnes ont regardé comme une chose assez indifférente ce qui s'est passé au Théâtre François le 20 Août. Rien peut-être n'est plus important que la question agitée pendant cinq minutes : il s'agit de l'instruction publique, de la puissance qui a le plus d'influence sur les mœurs : de la seule manière qui nous reste de parler au peuple assemblé ; ce n'est pas un objet au-dessous des régénérateurs de la chose publique, que de profiter du Théâtre pour rendre à la morale l'empire qu'elle devoit avoir, & au patriotisme la récompense qu'il a droit d'exiger. La Scene Fran-



çoise pourroit devenir l'école des mœurs, de la générosité, des grandes vertus; la distributrice de la gloire, de la renommée, comme on le verra dans un ouvrage qu'on se propose de mettre sous les yeux du public.

On répand avec une certaine affectation que l'amour de la liberté semble un peu se refroidir. Sur quoi sont fondées ces nouvelles alarmes? Ce qui s'est passé depuis trois jours à la Comédie Française, sur la place du Louvre, au Palais Royal ne prouve pas que l'on s'accoutume à ce premier des biens; oui, nous jouirons de ce bienfait dans toute son étendue, soit pour nos personnes, pour nos biens, pour nos écrits: Quoiqu'en disent *les observateurs*, je ne crois pas qu'on puisse se méprendre à mes sentimens qui tant de fois se sont élevés contre le despotisme & l'aristocratie qui est pire encore; mais tout en invoquant la liberté, je crains que les abus ne nous la fassent perdre, & je ne voudrois pas qu'on publiât dans les rues des feuilles injurieuses aux têtes couronnées ou revêtues de fausses signatures; & c'est parce que j'adore la liberté, que je redoute la licence qui fournit un prétexte si naturel de rappeler les Loix prohibitives.

On mande de Suisse que les Cantons commencent à prendre l'affaire de M. de Besenval en sérieuse considération.

Les chemins de l'Italie, les vallons de la Suisse, les bords du Rhin sont couverts de François



timides ou coupables. Ceux qui dans l'intérieur travaillent à la révolution ne sont point encouragés, puisque la défiance interdit au Peuple le sentiment des bienfaits dont on le comble; d'où vient cette apparente insensibilité? De la multitude d'objets qui tour à tour frappent les esprits. Cette foule d'arrêts, d'ordre, de défenses, d'invitations, de précautions provisoires étourdissent les hommes les plus capables d'observer. Cet amas innombrable d'imprimés de tout genre trouble les esprits les mieux faits. On ne voit pas que les abus sont un mal nécessaire, que de la fermentation naîtra le calme, & que le désordre apparent n'est que l'ancien régime renversé auquel il faut substituer l'harmonie & la concorde.

Pour poser sur d'inébranlables fondemens le nouveau régime de la liberté, il faut l'établir sur le vœu général; or rien n'est plus difficile, non-seulement que de l'obtenir, mais même de le connoître. Les uns croient qu'un changement total entraîne une ruine inévitable; les autres, que toute modification ne seroit qu'un palliatif. Ceux-ci redoutent l'aristocratie, ceux-là ne voient que du patriotisme ou d'autres craignent le desir de commander; un assez grand nombre ne fait pas trop ce que c'est que la liberté; un plus grand nombre encore est hors d'état de calculer les grands résultats d'une constitution. Au milieu de tant d'idées confuses on voit que l'argent est rare, que le pain est cher, que les places diminuent, que la mésintelligence augmente. Les maux présens font que l'avenir est comme un nuage dont il peut également résulter l'orage ou une pluie bienfaisante.



*EXTRAIT authentique d'une lettre de Bruxelles  
du 19 Août.*

« Nous sommes dans la plus grande inquiétude. Il y a 40000 hommes armés en Flandre, tant de gens du pays que d'autres qui sont passés à notre solde : on doit envoyer sous peu le manifeste à notre Gouvernement, en déclarant l'Empereur déchu du Duché de Brabant, Comté de Flandres, de Namur, &c. pour avoir plusieurs fois manqué à sa parole. On veut déclarer Duc de Brabant un Prince d'Allemagne qui est notre voisin, & entretenir nos 40000 hommes avec l'argent que nous payions à l'Empereur. Nous voulons imiter les généreux François ».

*VERS mis sous le portrait de M. BAILLI, Maire.*

Un seul de ses travaux l'ont immortalisé.

Il sçut orner de fleurs le compas d'Uranie

Dans ses savantes mains par Clio déposé.

S'il écrit, c'est Platon, son ame, son génie ;

S'il parle, la vertu s'exprime par sa voix ;

Et le juste Aristide une seconde fois

Vient éclairer son siècle & sauver sa patrie.

Un particulier s'est jeté hier, à neuf heures du soir, d'un second étage dans la rue du Battoir. On donne à ce coup de désespoir différentes causes ; dans la crainte de ne pas dire la vraie, nous n'en rapporterons aucunes.

*Le Bel*, Libraire à Versailles, au bas de l'Escalier des Princes, au Château, prévient le public que c'est sans son aveu que le sieur Abbé Sabattier de Castres a indiqué sa demeure pour recevoir les souscriptions au Journal qu'il publie sous le titre de Journal Politique National. Le sieur le Bel n'a & ne veut avoir aucune relation avec M. l'Abbé Sabattier, résidant actuellement à Bruxelles.

A PARIS, chez M A R A D A N, Libraire, rue Saint-André-des-Arts, Hôtel de Château-vieux.